



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/920
8 novembre 1996

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 8 NOVEMBRE 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM
DE LA MISSION PERMANENTE DU ZAÏRE AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous confirmer que conformément au vœu exprimé par le Président de la République du Zaïre, le Zaïre marque son accord pour un déploiement d'une force multinationale en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies afin de parer à la grave situation humanitaire qui sévit à l'est de son territoire.

Le Gouvernement du Zaïre est d'accord avec le Secrétaire général pour retenir l'option a), quitte à la compléter par la b), telle que mentionnée dans la lettre du Secrétaire général datée du 7 novembre 1996 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/1996/916).

Le Représentant permanent adjoint,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Khabouji LUKABU

ANNEXE

Message du Vice-Premier Ministre Kititwa

En référence à votre note manuscrite du 6 novembre 1996 relative au projet de résolution présenté par l'Allemagne et amendé par la France en discussion au Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous informer que le Conseil des ministres, en sa réunion de ce vendredi 8 novembre 1996, a abondé dans le sens de la décision prise par le Président du Zaïre d'accepter l'envoi d'une force neutre multinationale dans la région des Grands Lacs. Le Conseil des ministres croit comprendre qu'il s'agit d'une force de maintien de la paix conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, spécialement en ce qui se rapporte à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Cette force devra être à durée limitée et devra être déployée le long des frontières héritées de la colonisation. Selon l'entendement du Conseil des ministres, les couloirs seront les chemins qu'emprunteront les réfugiés rwandais et burundais du Zaïre vers leurs pays respectifs car le Zaïre entend procéder dans lesdits couloirs au rapatriement immédiat des réfugiés rwandais et burundais. Quant à l'aide humanitaire, le Conseil des ministres a précisé qu'elle devra être accordée tant aux réfugiés rwandais et burundais qu'aux Zaïrois déplacés. L'aide destinée aux réfugiés rwandais et burundais devra leur être distribuée au Rwanda et au Burundi. Celle destinée aux Zaïrois déplacés devra passer par le Zaïre et être distribuée par des ONG en collaboration avec l'administration zaïroise. Le Zaïre attend par ailleurs de la part de la communauté internationale la condamnation ferme et sans équivoque des auteurs de l'agression et de la guerre injuste qui est imposée à l'est de son territoire. Le Zaïre exige des Nations Unies d'intimer l'ordre au Rwanda et au Burundi de retirer leurs troupes de son territoire occupé, cela en conformité avec les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'OUA, et de condamner avec fermeté les auteurs de l'assassinat des soldats du contingent zaïrois pour la sécurité des camps placés sous mandat de l'ONU et pour le massacre des populations civiles innocentes.

Le Vice-Premier Ministre,

Ministre des relations extérieures

Jean-Marie KITIWA TUMANSI
